



INFO LUTTES

Montreuil, le 17 octobre 2025

DES LUTTES PARTOUT POUR DU CONCRET !

Le contexte politique est marqué par l'entêtement du Président Macron, qui, au travers de ses choix, maintient des gouvernements successifs au service du patronat et des plus riches. Ses décisions ont soulevé une colère légitime des travailleuses et des travailleurs du pays. La CGT a porté des revendications concrètes qui se sont exprimées dans un cadre unitaire lors des mobilisations de haut niveau sur l'ensemble du territoire les 10, 18 septembre et 2 octobre dernier.

La classe politique et les médias évoquent un blocage institutionnel et une instabilité, le patronat, et singulièrement dans notre champ professionnel, poursuit **ses politiques de casse et d'abaissement des droits sociaux**. Les restructurations dans les établissements se poursuivent, et s'accroissent même par endroits !

La CGT des Cheminots lutte au quotidien avec ses syndicats locaux pour s'opposer à l'ouverture à la concurrence, obtenir de nouvelles embauches au plus près des besoins, et plus largement rouvrir des lignes et des guichets, faire reconnaître les droits des cheminots et améliorer leurs conditions de vie et de travail.

► SECTEUR DE LILLE

Le 09 octobre 2025, plus de 400 cheminots se sont rassemblés devant le Conseil Régional, réuni en séance plénière, pour contester le projet de fermeture massive des guichets sur la région, décidé par le Président Xavier BERTRAND. La CGT a remis plus de 8 000 pétitions d'usagers exigeant le maintien des guichets et a reçu le soutien et l'appui de plusieurs dizaines d'élus locaux et régionaux, considérant ce projet comme un non-sens pour le Service Public Ferroviaire. La lutte continue !



► SECTEUR DE REIMS

Une grève massive et unitaire, impulsée par la CGT, a été déclenchée le 22 septembre dernier. Un cheminot sur deux a répondu présent dans la région pour s'opposer aux multiples réorganisations que tentent d'imposer les directions locales.

La CGT a obtenu des avancées notamment à l'EIC et à la Traction, sans pour autant, la Direction n'a pas répondu à l'ensemble des problématiques portées par les grévistes. À ce titre, la CGT exige toujours :



- L'arrêt immédiat des restructurations non concertées.
- Le maintien des guichets, des escales et des parcours professionnels.
- Des moyens humains, matériels et financiers pour assurer un Service Public de haut niveau !

► SECTEUR DE TOURS

À l'appel de la seule CGT, près de 300 personnes, se sont rassemblées le 16 octobre devant le Conseil Régional avec la présence du Secrétaire Général de la Fédération CGT des Cheminots, Thierry NIER, pour s'opposer à l'allotissement du Service Voyageurs TER programmé dans le cadre du processus d'ouverture à la concurrence sur la région. De manière large, avec les citoyens, les élus locaux et régionaux, la CGT poursuit sa bataille pour un véritable Service Public du rail. À ce titre, la CGT a remis plus de 4 300 signatures dans le cadre d'une saisine citoyenne et a donc obtenu un débat au Conseil Régional. La CGT portera l'abandon de l'allotissement du service voyageur TER pour garantir un Service Public de qualité.



SECTEUR MONTPELLIER

Plusieurs mobilisations et actions de toutes formes ces dernières semaines menées par la CGT avec les cheminots ont permis d'arracher :

- Cinq emplois à l'Équipement (SE) ainsi que des requalifications de postes à la classe 4.
- L'embauche d'une cheminote précaire arrachée à la vente, et l'amélioration des conditions de travail par la mise en place d'un roulement CGT à l'EIC, obtenues par le syndicat CGT des cheminots de Millau.
- L'augmentation de la prime de travail pour les agents de la vente et de l'escale à Montpellier durant trois mois.

La CGT, en localité, est déterminée et continue à impulser des actions pour le quotidien des cheminot·e·s !



FÉDÉRATION CGT DES CHEMINOTS

Montpellier, le 1er octobre 2025

LES AGENTS DU SERVICE ÉLECTRIQUE LR, OBTIENNENT DES AVANCÉES AVEC LA CGT !

Depuis plusieurs mois, les agents du Service Électrique dénoncent le manque de reconnaissance de leur Métier, des Qualifications, l'insuffisance de Formation dans un contexte de tension sur les effectifs.

Ces sujets clairement identifiés ont été portés par la CGT, à travers d'une DCI début septembre suivi d'un préavis de grève en l'absence de dialogue social.

Sous le rapport de force d'une grève d'astreinte, les agents déterminés à agir sur toute la région, ont obtenu des négociations.

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE CONCILIATION 26/09/2025

À la demande de reconnaissance de la technicité du Métier SE, de l'augmentation du nombre de collèges maîtrise dans les collectifs et des parcours pro accélérés, la CGT obtient :

- 3 opérateurs SE Classe 2 seront notés à la Classe 3, lors de la NAC de novembre prochain ;
- 3 postes existants Classe 3 seront revalorisés à la Classe 4, lors des notations 2026, 3 agents seront ainsi nommés ;
- Un engagement de la Direction d'Établissement de remonter au national, le sujet des parcours pro SEG, à définir et travailler lors de la prochaine TR.

À la demande d'embauches immédiates pour pallier le manque de personnel criant dans les effectifs SE, la CGT obtient :

- 1 recrutement d'OP SE au 01/12/2025 pour Narbonne ;
- 1 OP SE sur UTM Est ;
- 1 OP SE sur UTM Ouest ;
- 1 TO SE UTM Ouest ;
- 1 mutation à venir pour le SEG Narbonne, d'ici fin 2026.

À la demande de revalorisation des Taux A et B ainsi que la sortie du Taux B pour l'astreinte, la CGT obtient :

- Revendication sera portée impérativement lors de la TR nationale, car il s'agit d'une revendication forte et légitime des agents, les cheminots resteront vigilants.

À la demande d'une astreinte en double surtout pour les nouveaux embauchés, afin de pouvoir à leur formation et de favoriser la transmission des compétences, la CGT obtient :

- Le statut sur les roulements d'astreintes existants, la création d'un GT sur l'astreinte agent SE pour identifier des éventuelles pistes d'amélioration de l'efficacité du dispositif, la mise en double des nouveaux embauchés 3 mois avant la fin du cursus de formation et 3 mois après son habilitation mainteneur. Durée pouvant être prolongée de 3 mois à la discrétion du DU et au regard de la montée en compétence de l'agent.

2 rue Desmazes 34060 Montpellier Tél : 0467823115 - cgt@cheminotsmontpellier.fr

SECTEUR NORMANDIE

La CGT a appelé les cheminots actifs et retraités à un rassemblement pour interpellier le Conseil Régional, présidé par la droite, et contester la décision d'attribution du lot de l'Étoile de Caen à RATP-Dev, synonyme de privatisation du Service Public Ferroviaire. La détermination des cheminots est claire : Ils veulent changer la donne et peser sur le vote des élus pour cette attribution qui se tiendra le 15 décembre prochain. La CGT des cheminots appelle déjà à la grève ce jour-là.

La CGT a mis aussi en ligne une pétition à l'attention des populations et engage l'élargissement de la mobilisation auprès des élus locaux qui manifestent des craintes sur l'avenir de leurs trains !





ÉTOILE DE CAEN

HALTE À LA CASSE DU RAIL

TOUS CONCERNÉS, TOUS MOBILISÉS

Face à la volonté d'Hervé Morin de livrer le TER normand au marché, cheminots, élus politiques et usagers s'unissent pour défendre le service public ferroviaire.

Le 13 octobre a marqué une étape importante : entre 350 et 400 personnes se sont rassemblées devant l'Hôtel de Région pour dénoncer le projet d'Hervé Morin de confier l'étoile de Caen à RATP Dev. Cette mobilisation s'inscrit dans la défense du service public ferroviaire, à l'approche du vote décisif du 15 décembre 2025.

➤ **UNE DÉCISION DOGMATIQUE ET OPAQUE**

Depuis des mois, la CGT Cheminots Normandie réclame une rencontre avec Hervé Morin, restée sans réponse jusqu'à la mobilisation du 13 octobre. Les syndicats y ont exprimé la colère et la détermination des cheminots.

L'échange a mis à mal le dogme de la concurrence, mais n'a pas permis d'obtenir de réponses claires. L'étude multicritères, le cahier des charges et les clauses sociales restent secrets, la Région invoquant désormais le « secret des affaires ». Quand la transparence recule, c'est l'idée même de service public qui vacille.

Les comparaisons financières sont biaisées : seule l'offre de RATP Dev (842 millions sur dix ans) est connue. L'augmentation de l'offre, présentée comme un abus, figure déjà dans le cahier des charges. Et la concurrence génère de nouveaux coûts : réorganisations, interfaces, maintenance, coordination... Autant de dépenses publiques supplémentaires, avec des risques pour la cohérence du réseau, la sécurité et les conditions de travail.

➤ **UNE AUTRE VOIE EXISTE**

D'autres régions, comme la Bretagne ou l'Occitanie, ont choisi de renforcer la SNCF sans mise en concurrence. Ce projet dépasse un simple contrat : il remet en cause un modèle fondé sur l'unicité de l'entreprise, la complémentarité des métiers et l'investissement public.

Fragmenter, multiplier les opérateurs, introduire la logique du profit, c'est fragiliser le système et tourner le dos à la transition écologique et à l'aménagement du territoire.

Ailleurs, les exemples parlent d'eux-mêmes : le Royaume-Uni et la Norvège reviennent sur la privatisation, tandis que l'Allemagne subit les effets de la fragmentation.

5, rue de Baudouin - Porte C - 14000 Sotteville-lès-Rouen / 02.35.73.34.38 | cheminots@cheminotsnormandie@gmail.com

► SECTEUR PARIS SAINT-LAZARE

Après avoir envahi la réunion « concurrence » de la Direction, le 03 octobre, consécutive à la création de la Filiale SVCO qui exploitera la ligne L dès le 13 décembre 2026, la lutte continue.

Le mécontentement des cheminots se généralise, car la Direction de la filiale affiche clairement son ambition de baisser leurs droits sociaux, s'attaque au contenu des métiers et entend dégrader les conditions de travail. La CGT a créé les conditions de l'unité syndicale, et interpelle une fois de plus la Direction de l'entreprise en s'invitant au CSE du jeudi 16 octobre avec près de 100 cheminot·e·s.

La direction est mise sous pression, et devra s'asseoir autour de la table et engager de véritables négociations.

La CGT exige :

- Le maintien des accords durant 36 mois pour les cheminots transférés.
- La garantie du respect des accords locaux.
- Le maintien du Titre 1 pour les GCIF et des droits spécifiques des ASCT.
- La garantie des métiers et de leur contenu.
- L'accès aux activités sociales et culturelles en proximité et du CCGPF avec une dotation de l'entreprise portée à 3 % de la masse salariale.



De nombreuses luttes se construisent encore en proximité, comme à Chambéry, Grenoble et Annecy où les ASCT déposent massivement leur D2I à plus de 95 %, et sont en grève ce vendredi 17 octobre et participeront à un rassemblement devant leur Direction de Ligne pour exiger le recrutement de 24 agents !

La CGT appelle à amplifier ce processus partout, pour contraindre les Directions à faire face à leurs responsabilités et à répondre aux légitimes revendications du quotidien, que ce soit sur les conditions sociales ou pour le maintien et le développement du Service Public Ferroviaire.

**DANS CETTE PÉRIODE, QUI PEUT PARAÎTRE TROUBLE,
LA CGT DES CHEMINOTS EST TOUT TERRAIN, ET
RÉSOLUMENT AUX CÔTÉS DES CHEMINOT-E-S !**